



## **Lettre d'information et de soutien à la *Federación Anarquista de Centroamérica y el Caribe***

### **A propos du Mur de la honte entre la République dominicaine et Haïti.**



Le président dominicain a annoncé dans son discours du 27 février 2021 la construction d'un mur barrière le long de toute la frontière dominicaine-haïtienne. Il s'agit selon lui de contrôler le trafic de marchandises, l'immigration illégale et de «garantir l'intégrité territoriale». Au milieu d'une pandémie et de la pire crise économique depuis des décennies, le nationalisme et la xénophobie sont à nouveau encouragés comme moyens de distraction. Ce projet gaspille des ressources qui pourraient bien servir à aider les personnes

touchées par la pandémie, renforcer le système de santé, acheter des vaccins ou essayer de résoudre certains des nombreux problèmes historiques qui affectent le peuple dominicain. Cela prouve une fois de plus que la politique partisane et étatique est totalement déconnectée de la réalité sociale et des problèmes qui affectent la majorité de la population. Les politiciens sont dans une éternelle campagne électorale et diront n'importe quoi pour maintenir leur popularité en faisant oublier les maux qui affectent la population. Cela continuera tant qu'on ne se rendra pas compte que ces politiciens sont le problème et que plus que des solutions, ils n'offrent que du cirque, et pire, qu'ils nourrissent la haine entre 2 peuples frères. Parmi beaucoup de choses qu'ils partagent, ils sont gouvernés par des dirigeants qui utilisent la question des frontières comme un rideau de fumée chaque fois que le mécontentement populaire commence à grandir.

#### ***La frontière, le mur, la blessure.***

Il y a une plaie ouverte qui divise cette île en deux : la frontière dominicaine-haïtienne ; Elle divise de manière visible deux peuples, mais unit invisiblement les exploités et les exploités d'un côté de l'île contre les exploités de l'autre côté. Sa justification est posée comme culturelle (différence de langue et de coutumes), mais sa véritable raison est économique, ce mur étant la manifestation physique de la division produite par les intérêts politiques esclavagistes des empires occidentaux depuis l'indépendance de la République d'Haïti, celle-ci ayant été la première République d'esclaves noirs à abolir l'esclavage à perpétuité.

La réalité actuelle est que la gestion désastreuse des gouvernements de cette moitié de notre île saccagée (la République dominicaine) repose sur le pillage usurier systématique, le siphonage constant des caisses publiques et l'exercice du crime organisé dans son expression maximale. Nos dirigeants ne peuvent se justifier - et gagner la faveur des exploités pour la cause des exploités - que par la « lutte » contre un ennemi extérieur : le peuple haïtien.

Ce sont ces « ennemis » qui, dans leur condition de main d'œuvre précarisée, migrent vers la République dominicaine de manière irrégulière, avec l'aide d'un appareil d'exploitation du travail qui les emploie dans cette moitié de l'île pour exercer les travaux les moins bien payés, puis qui les renvoie dans leur pays après avoir signalé aux autorités leur statut d'immigré irrégulier, et bien souvent sans même les avoir payé pour leur travail. Parfois les migrants parviennent à échapper à l'expulsion en exerçant des métiers clandestins (les "chiripas » ou « coups de bol »), comme vendeurs de fruits à la sauvette. Ce sont ces immigrés exploités qui servent de bouc émissaire à tous les « nationalismes » qui défendent la paix entre les classes et la guerre entre les peuples : on sait que le pouvoir hiérarchique se cache derrière le masque chauvin.

Cette situation d'exploitation du travail prétend se cacher derrière la construction d'un mur, faisant diversion sur la cause qui génère le problème, à savoir l'ambition excessive de profit de la part de la classe des affaires dominicaine. Ce qui implique qu'aucun type de sanction ne sera mise en place contre les entreprises et les entrepreneurs qui commentent les abus susmentionnés, et qui cherchent ainsi à couvrir la réalité de leur système esclavagiste.

#### **Un mur contre l'invasion ?**

La construction du mur vient couvrir les besoins historiques ultimes de l'appareil colonial et capitaliste (national comme international), qui a tenté par la manipulation des données historiographiques de désigner le premier peuple noir libéré de l'esclavage comme un peuple d'esclavagistes et d'envahisseurs, par la construction systématique du mythe des « invasions haïtiennes ». La construction de ce mur représente la manifestation physique du triomphe discursif du pouvoir des Empires Coloniaux face au pouvoir individuel de ceux qui se sont battus pour leur véritable libération.

## **Les « invasions » ont-elles vraiment existé ?**

### ***Première « invasion », antérieure à 1804***

Les traités de Bâle et d'Aranjuez stipulaient la cession totale (notamment par les espagnols et les anglais) de l'île à l'État français, qui disposait déjà de la partie occidentale (Haïti). Pour mettre en pratique les traités, Toussaint L'Ouverture occupa la moitié orientale de l'île (la partie appartenant historiquement à l'empire hispanique) au nom de l'État français. Haïti n'était pas encore une République indépendante, et parler d'une invasion haïtienne est une inexactitude historique pas du tout innocente.

### ***Deuxième "invasion", 1811***

Le « massacre de Moca » est désigné comme la deuxième preuve des prétentions impérialistes du peuple haïtien. Ce qui est généralement ignoré lorsqu'on le mentionne, c'est que la domination de la partie orientale de l'île a ensuite été reprise par l'Empire espagnol, ouvertement esclavagiste, et qu'il a continué à se consacrer à la traite des esclaves noirs - y compris les enfants, garçons et les filles - comme base de son système d'accumulation de richesses.

### ***Troisième "invasion", 1822 :***

L'unification de l'île sous le commandement du souverain haïtien Boyer est désignée comme la 3<sup>ème</sup> invasion ; Ce que les historiens omettent de mentionner, c'est que l'état d'abandon de la partie orientale de l'île par l'empire hispanique conduisait au mécontentement des dirigeants locaux (José Núñez de Cáceres). Avec le soutien du corps militaire d'élite (constitué essentiellement par des anciens esclaves affranchis noirs, qui avaient acquis leur statut en soutenant les troupes espagnoles contre l'Empire français) et contre la promesse d'abolir l'esclavage, ils constituèrent la République espagnole d'Haïti, pendant la soi-disant « indépendance éphémère ». L'absence de mise en œuvre de l'abolition de l'esclavage finira par déclencher l'occupation militaire triomphale de la partie orientale de l'île par J.P. Boyer, qui ne rencontra alors aucune opposition de type militaire contre lui et ses troupes, [et qui de fait unifia l'île, sous la main de fer de Boyer].

## **Indépendance ou séparation ?**

La création de l'État haïtien représente la tache noire sur la conscience blanche hypocrite des empires d'Occident, en remettant en cause leur pouvoir présumé illimité, et donc à côté du mythe des invasions, un autre mythe se fabrique : l'indépendance de la République Dominicaine.

La République dominicaine a été fondée sous les auspices économiques et militaires des puissances coloniales qui, espérant reprendre le pouvoir sur la partie occidentale de l'île et rétablir l'esclavage dans toute sa géographie, ont d'abord soutenu le processus de « Séparation » d'avec la partie orientale de l'île. Ce mouvement fut dirigé par le groupe des Trinitaires, de caractère anti-tyrannique. Le terme Indépendance prétend se substituer au terme Séparation, afin de masquer l'Unification volontaire de l'île entière en 1822/23. Cette unification entraînera finalement la rébellion dans toute l'île en 1843 contre la dictature de J.P. Boyer (qui aura duré 20 ans quand même), pour aboutir à la rédaction d'une nouvelle constitution rédigée par des représentants de toute l'île, et qui érigeait l'organisation d'un État aux racines municipalistes.

Le nouveau dictateur C. Herard, constituant son gouvernement avec comme capitale Port-au-Prince, abrogera cette constitution. Ceci fut la cause qui conduirait à la Séparation de la partie orientale de l'île et à la constitution de la République Dominicaine (1844), mais aussi à la rébellion de l'Armée des Souffrants (de caractère ouvertement socialiste libertaire), une rébellion de paysans pauvres et noirs dans la partie sud de l'actuelle Haïti. La rébellion de l'Armée des Souffrants, d'un caractère quasi- libertaire socialiste, menée par des paysans noirs et pauvres réclamant l'éducation publique universelle et dénonçant les inégalités raciales et économiques (entre autres revendications) signifia la défaite militaire des troupes de Charles Herard.

Mais l'historiographie colonialiste dominicaine ne pouvait se permettre une nouvelle marque noire dans l'histoire de sa république nouvellement créée : elle ne pouvait laisser une armée de paysans pauvres et noirs constituer une menace pour une armée de métier (même si elle était noire). ) ; et pour illustrer l'hégémonie militaire dominicaine contre le pouvoir des « esclavagistes noirs » ils ont fabriqué l'histoire d'une victoire triomphale des troupes de la République dominicaine contre les troupes haïtiennes : la bataille d'Azua.

Tous les faits relatés ci-dessus sont ignorés de l'histoire qui est enseignée en République Dominicaine, il serait nécessaire de préciser si la même chose se produit en Haïti.

## **Face à la guerre entre les peuples : solidarité entre les exploités et internationalisme anarchiste !**

À travers la clarification historique précédente, nous ne cherchons pas à revendiquer la supériorité morale d'un État ou de ses dirigeants et hommes d'affaires sur les autres, mais précisément à souligner que c'est l'hypocrisie des dirigeants des deux parties de l'île qui l'a gardé dans la misère.

Ce n'est qu'en reconnaissant nos égaux que nous pouvons trouver des complices pour la construction d'alternatives véritablement libératrices, et que loin de nous diviser, nous marchons ensemble pour la réalisation de la liberté et de la justice sociale que nous désirons tant.

---

## ***Le Mur Frontalier et le défi pour une éducation populaire liée à la culture du socialisme libertaire***

Le mur qui se construit discrètement à la frontière avec Haïti dans le contexte de l'État de la République Dominicaine, initié par le gouvernement précédent du Parti de la Libération Dominicaine et poursuivi par l'actuel Parti Révolutionnaire Moderne, est un reflet fidèle du niveau de conscience qui existe dans le contexte dominicain sur des questions aussi simples que celles des droits de l'homme.

Lorsque vous vous arrêtez sur une place, pour faire la queue devant un magasin ou dans les transports en commun, vous pouvez entendre les dialogues habituels auquel prennent part différents types de personnes. Parmi ceux-ci, certains réclament le retour de Trujillo, un gouvernant qui, par sa tyrannie, a perpétré un massacre de personnes haïtiennes au début du 20<sup>ème</sup> siècle.

Si une personne ayant des idées aux libertaires ou simplement qui soutient le droit humain à la migration et les droits des personnes qui sont en situation de pauvreté ou de nécessité - comme la majorité de ceux qui émigrent d'Haïti vers la République Dominicaine, si cette personne intervient dans ces discussions en s'opposant aux représentations sociales d'un mur de séparation ou d'une division nationale, elle recevra généralement des attaques verbales qui peuvent devenir sauvagement violentes.

La solidarité qui s'est manifestée après le séisme en Haïti de 2010 s'est déjà dispersé dans l'opinion publique d'une bonne partie de la société dominicaine. L'imposition par l'État du couvre-feu et de la manière forte, contre la pandémie de COVID-19, sert de lubrifiant de légitimation pour promouvoir les pratiques autoritaires dans le contexte dominicain. Pour cette raison, ce n'est pas par hasard que des groupes néo-fascistes sont récemment apparus, s'exhibant même dans des mobilisations de masse où personne ne les expulse ni ne les rejette, comme lors de la mobilisation devant la Commission électorale centrale l'année dernière. La lutte récente pour que les femmes puissent décider de leur corps [contre la criminalisation de l'avortement] révèle dans les opinions sur les réseaux Internet un niveau d'aliénation assez profond dans une grande partie de la société dominicaine.

Ces choses impliquent qu'il y a beaucoup de travail à faire en matière d'éducation populaire et que cette éducation pourrait mériter des articulations stratégiques avec des secteurs qui ne sont pas forcément libertaires mais qui gardent au moins l'affinité de lutter contre l'extrême autoritarisme exprimé comme tyrannie, en gardant en vue que rien de doit être institué de plus que ce qui a été fait dans le contexte dominicain.

Cela peut s'accompagner d'offrir des alternatives pour traiter certains problèmes. Les anarchistes intéressés pourraient alors jouer un rôle important à travers des débats formels ou informels à l'intérieur et à l'extérieur des mouvements sociaux qui peuvent accompagner un apprentissage du dialogue qui peut au moins ouvrir une brèche de doute

---

## **! Cuba: Socialismo SI, Represion NO i**

Le 30 avril, Leonardo Negrín Romero a été violemment détenu par la police lors d'une manifestation à Obispo et Aguacate - Habana Vieja - portant une pancarte indiquant «Socialisme oui, répression non». Léo, comme ceux d'entre nous qui le connaissons l'appellent, est un bénévole des groupes de soins pour les personnes âgées et vulnérables à Cuba, le Système d'Attention à la Famille. C'est un membre actif de sa communauté de la municipalité de Centro Habana - où il mène des activités éducatives avec des enfants pour la plupart marginalisés. Il est intégré activement à la vie culturelle et politique de la Faculté de physique de l'Université de La Havane, dans sa perspective de défense de la tolérance et de la coexistence politique. De même, Léo aide à prendre soin - avec un groupe de pairs - d'un ami handicapé. Il a participé à la manifestation du 27 novembre 2020 devant le ministère de la Culture de la République de Cuba appelant à la fin de la répression et au respect de la Constitution. Il a également participé au Tángana in Trillo Park, un événement qui se voulait une réponse de la gauche aux problèmes.

Nous ne parlons donc pas d'un agent de la CIA ou d'un mercenaire. En tant que fils d'un balayeur de rue et d'un enseignant, des gens des secteurs modestes de la réalité cubaine, Léo connaît de première main la pauvreté et la marginalisation qui existent dans l'une des zones à la densité de population la plus élevée de Cuba avec un indice de précarité élevé.

Léo est précisément un bon exemple du modèle de citoyen que tout État «révolutionnaire» et «socialiste» cherche à former. Nous pensons que la raison pour laquelle, après l'avoir libéré avec une amende minime, le Département de la sécurité d'État insiste pour le harceler - il est poursuivi pour une accusation inacceptable de trouble public passible de peines allant jusqu'à cinq ans de prison - est que la simple existence publique de Léo est une focalisation sur la vérité de ce qu'est devenue la «Révolution» : Saturne dévorant ses enfants - ce que Fidel Castro avait pourtant promis qu'il n'arriverait jamais.

Nous exigeons la fin du harcèlement et de la persécution policière de Leonardo Romero Negrín et nous appelons à la solidarité et à l'attention de tous les camarades sur cette affaire qui peut définir la voie future du projet de la société cubaine. Ce n'est pas un précédent que nous sommes prêts à accepter. Est-ce que l'exercice de l'activisme socialiste à Cuba sera également illégal ? Nous reconnaissons les droits des citoyens du reste des personnes inculpées dans les manifestations du

30 avril dans la Vieille Havane, mais pour nous le harcèlement, la répression et les éventuelles poursuites pénales de Léo définiront directement l'avenir de ce que l'on entend par socialisme à Cuba, il sera créé un précédent qui cimentera plus clairement le désengagement du gouvernement cubain avec les idées socialistes qu'il prétend avoir, et c'est quelque chose que nous ne pouvons pas accepter passivement. Pour cela, nous demandons la solidarité la plus large, et par tous les moyens possibles, avec la défense de Léo et pour empêcher sa poursuite pénale par l'État cubain.

Nous souscrivons à cet appel de l'Atelier libertaire Alfredo López de Cuba et du Réseau des communistes pour leur propre histoire de Cuba, et nous invitons les individus et les groupes à apporter leur signature en signe de soutien.

---

## Que s'est-il passé le 1er mai au Salvador?

Alors que dans la matinée et l'après-midi des marches ont été organisées pour commémorer la fête internationale du travail, dans l'après-midi à l'inauguration de l'Assemblée législative, comme une première Point, les magistrats de la Cour suprême de justice ont été limogés et de nouveaux ont été élus sans respecter les procédures, le procureur général a également été démis de ses fonctions, en nommant un nouveau accusé de favoriser procéduralement un cartel de trafic de drogue.

Bien que je ne défende pas l'institutionnalité et que je sache que nous ne sommes pas dans une démocratie, cela consolide davantage l'autoritarisme, car il concentre le pouvoir et donc le contrôle dans un gouvernement dirigé par un caudillo qui se vend comme un messie, un sauveur et à en même temps qu'il attaque ses détracteurs, toute personne ou organisation qui n'est pas en sa faveur, cela me semble conduire à plus de répression puisqu'il a mentionné que les mêmes organisations de défense des droits de l'homme sont de l'opposition et attaque vicieusement les partis politiques qui étaient en les gouvernements précédents au point qu'à la veille des élections, il y a eu le meurtre de deux sympathisants d'un parti politique dont les accusés sont issus de la police et des fonctionnaires du gouvernement.

Ces événements sont similaires à l'histoire que notre pays a vécue avant le conflit armé, j'espère que cela ne mène pas à quelque chose de similaire, j'exhorte la communauté internationale à être vigilante et à dénoncer les abus mais en aucun cas je ne suis d'accord. L'interventionnisme des États-Unis, nous sommes un peuple qui se bat et non pas dans le sens de se battre pendant que nous endurons des

injustices comme nous avons été amenés à le croire, mais capable de se surmonter, j'espère que nous avons l'apprentissage nécessaire que notre histoire a nous a quittés ou j'espère que nous pouvons nous en souvenir, nous avons besoin de plus de dialogue pour comprendre nos blessures non seulement celles laissées par le conflit armé et les dictatures précédentes mais aussi celles qui viennent de plus en arrière, du colonialisme et que nous continuons à porter, nous devons continuer à combattre et je ne parle pas d'armes mais plutôt de panser ces blessures, d'écouter les voix réduites au silence, de rechercher le bien commun, de mettre la vie au centre.

---

## Des livres pour les compagnons anarchistes d'Haïti !

Des compagnons anarchistes d'Haïti nous ont contactés pour nous demander que nous leur fournissions des livres sur l'anarchie et l'anarchisme. Si votre bibliothèque est engorgée de livres en français, anglais ou espagnols, qui prennent la poussière parce que vous ne les lisez plus, redonnez leur une seconde jeunesse en nous les envoyons. Nous nous chargerons de les acheminer aux compagnons d'Haïti :

Vous pouvez les envoyer ou passer les déposer le samedi après-midi aux permanences du Local : CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE

---

## Lettre d'information et de soutien à *la Federación Anarquista de Centroamérica y el Caribe*, éditée par la CNT-AIT

Cette feuille est réalisée par des militants et sympathisants anarchosindicalistes, notamment à partir de la feuille d'information digitale CORREO DEL CARIBE, de la *Federación Anarquista de Centroamérica y el Caribe* <https://f-anarquista-cc.blogspot.com/> Nous encourageons sa photocopie et sa diffusion la plus large possible !

Si vous souhaitez contribuer, que ce soit par la traduction, par l'envoi de timbres pour aider à la diffusion ou par tout moyen qui vous plaira, vous pouvez nous contacter par mail [contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info) ou par écrit : CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE

Pour recevoir les prochaines éditions de la lettre retourner ce bon à CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse avec un timbre : Nom : \_\_\_\_\_ prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_